

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
26 novembre 2013  
Français  
Original : arabe

**Assemblée générale  
Soixante-huitième session  
Point 110 de l'ordre du jour  
Mesures visant à éliminer le terrorisme international**

**Conseil de sécurité  
Soixante-huitième année**

**Lettres identiques datées du 25 novembre 2013, adressées  
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent de la République arabe  
syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, je tiens à vous informer de ce qui suit :

La Syrie, berceau des religions révélées et terre des saints et des prophètes, fait face à un assaut barbare déclenché par des factions takfiristes extrémistes qui visent son existence même, son patrimoine culturel et historique et tout ce que représente son pays au passé millénaire, qui a connu des civilisations successives et en est devenu à incarner l'amour, la paix et la coexistence entre tous, à une époque de montée de l'extrémisme dans de nombreux pays de la région.

Par les fatwas extrémistes qu'ils prononcent chaque jour et sont incompatibles avec les principes de tolérance de l'islam, des cheiks hébergés et parrainés par des États bien connus, comme le Qatar et l'Arabie saoudite, incitent à la haine et à la discorde et poussent de nombreux groupes terroristes qui ont des liens structurels et idéologiques avec Al-Qaida à rejeter l'Autre et à ramener la Syrie à l'âge de pierre et de l'obscurantisme, visant tout particulièrement l'État et le peuple syriens. Les attentats-suicide et les pilonnages aveugles contre des quartiers paisibles, qui ne font aucune distinction entre hommes, femmes, enfants ou personnes âgées, font de nombreuses victimes civiles chaque jour, semant la crainte et la terreur.

Le fait que des groupes terroristes extrémistes s'en prennent systématiquement aux chrétiens de la région en général et de la Syrie en particulier suscite une vive inquiétude : ils pilonnent intensément et régulièrement des quartiers où vivent des chrétiens, notamment à Damas et à Alep, et visent leurs habitations et leurs biens, ainsi que des écoles, des églises et d'autres lieux de culte, en vue de susciter la panique et de les pousser à partir. Ces pilonnages aveugles d'écoles et de cars scolaires ont fait récemment plusieurs morts parmi des élèves et des enseignants innocents. Outre les quartiers résidentiels paisibles des grandes villes, des localités et des villages à majorité chrétienne à Rif-Damas et dans les environs de Homs ont également fait l'objet d'attaques répétées. Les habitants ont subi des insultes verbales et des agressions physiques, leurs maisons et leurs églises ont été pillées et



détruites, notamment dans les localités de Deir Atiyé, de Maaloula et de Sadad. Il est surprenant et consternant que des États qui disent se préoccuper du peuple syrien et de ses intérêts conservent le mutisme lorsque des crimes terroristes sont commis contre des civils sans défense, voire offrent un soutien matériel, militaire et logistique à des groupes terroristes, qui leur permet de poursuivre leurs crimes contre le peuple syrien et toutes ses composantes, tout en aidant par ailleurs les civils à quitter le pays et à s'installer ailleurs.

Le Gouvernement syrien réaffirme qu'un dialogue intersyrien, dirigé par les Syriens et libre de toute ingérence extérieure, permettra au peuple syrien – seul habilité, d'après la Constitution, à décider de l'avenir de son pays et à choisir ses dirigeants – d'exprimer ses préférences au moment du scrutin. Le Gouvernement syrien s'est dit à maintes reprises prêt à participer à la conférence de Genève et à assurer son succès et à faire en sorte que les choix du peuple syrien soient respectés. Dans le même temps, il est résolu à exercer son devoir constitutionnel et à protéger ses habitants, chrétiens et musulmans, contre les crimes des groupes terroristes armés.

Il est indéniable que la lutte contre le terrorisme qui cible des civils est impérative si l'on veut obtenir un règlement de la crise et rendre le processus politique crédible aux yeux du peuple syrien. Pour mettre un terme à la violence et au terrorisme, les États qui apportent un soutien à des groupes terroristes armés doivent cesser de leur accorder un sanctuaire, une formation et un soutien militaire, financier ou logistique, États parmi lesquels on compte principalement l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie et d'autres, bien connus, au premier rang desquels la France.

La Syrie attend du Conseil de sécurité qu'il joue le rôle fondamental qui est le sien pour tenir en échec les plans visant à expulser les habitants chrétiens du Moyen-Orient, qui ont une présence historique dans la région, et elle met en garde contre les énormes dangers que ces plans comportent du point de vue de l'unité nationale de nombre de pays de la région et de leur sécurité et leur stabilité. Elle estime que la lutte contre les idées extrémistes et les pressions exercées sur les pays soutenant les groupes terroristes armés qui s'en prennent aux valeurs de coexistence sont les seules façons de sauvegarder cette diversité, qui a toujours été une force et la marque distinctive de la Syrie et de ses civilisations successives, au fil de l'histoire.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale au titre du point 110 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Bashar **Ja'afari**